



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

intégration en milieu scolaire

Question écrite n° 15758

Texte de la question

M. Jean-Pierre Brard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sur la situation préoccupante du lycée François-Truffaut, 28, rue Debelleyme, 75003 Paris. Cet établissement présente la particularité d'offrir une formation technologique (BEP, baccalauréat professionnel, baccalauréat STT) à des jeunes déficients auditifs (mal entendants ou sourds) parmi des élèves ordinaires. Actuellement doté de deux conseillers principaux d'éducation, le lycée se voit supprimer le second poste de conseiller principal d'éducation (CPE) pourtant créé en 1989, pour faire face aux besoins particuliers inhérents aux handicapés auditifs. En effet, la surdité appelle une attention toute spéciale compte tenu de la complexité psychologique de ces élèves et aussi de leur extrême difficulté à s'inscrire dans la communication écrite ou verbale. Ces particularités exigent de la part de tous les personnels une grande disponibilité et un minimum de connaissance de la langue des signes. Il serait donc fort dommage de fragiliser une structure qui jusqu'à présent fonctionne bien. Il sollicite en conséquence son appui pour que ce poste soit rétabli afin que ce lycée continue d'assurer l'accueil et le succès de ces élèves, sourds et entendants, dans les meilleures conditions.

Texte de la réponse

En application de la déconcentration administrative, la répartition des moyens en personnel d'éducation entre les établissements relève de la compétence des autorités académiques. Il appartient aux recteurs d'académie, en concertation avec les parties intéressées, de procéder à cette répartition de la manière la plus équitable possible, en tenant compte des priorités qu'ils ont été amenés à définir en fonction des caractéristiques locales. S'agissant du lycée François-Truffaut   Paris, les moyens en personnel d'éducation ont fait l'objet de la part des autorités académiques d'un examen attentif. Le maintien, dans cet établissement qui accueille 204 élèves dont 99 malentendants, du second poste de conseiller principal d'éducation, dont la suppression avait été envisagée pour la dernière rentrée, ne se justifiait pas eu égard au mode d'attribution académique des postes d'éducation (1 poste pour 700 élèves). L'encadrement des élèves malentendants durant le temps scolaire continuera d'être assuré de manière satisfaisante par les enseignants chargés de ces classes dont l'effectif n'excède jamais 10 élèves. En outre, deux « emplois jeunes » ont été mis à la disposition du lycée François-Truffaut en mai 1998 pour renforcer le dispositif d'accueil des élèves handicapés.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 15758

Rubrique : Handicapés

Ministère interrogé :  ducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire :  ducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 juin 1998, page 3214

Réponse publiée le : 12 octobre 1998, page 5545